Qui est Jean-Frédéric Poisson ?

Né le 22 janvier 1963 à Belfort (90), **Jean-Frédéric Poisson est un homme politique qui s'est forgé des convictions au contact des réalités de terrain**, hors de tout sérail. Il grandit en province puis dans un quartier sensible de la banlieue parisienne. Il dirige à 19 ans une Maison de la Jeunesse et de la Culture dans le Nord des Hauts-de-Seine. Il y côtoie une jeunesse en déshérence et s'occupe de personnes en situation de détresse. C'est là que prend racine ce qui est devenu depuis **son combat de tous les instants pour la dignité humaine**.

Il se tourne ensuite vers **des études supérieures de philosophie** conclues par l'obtention d'un doctorat sur la question de la bioéthique. Également titulaire d'un master en droit social, il devient DRH dans la métallurgie, puis dirige une entreprise de conseil. Ce qui a fait de lui **un des très rares députés français à connaître le monde de l'entreprenariat de l'intérieur et à avoir été chef d'entreprise.** Parallèlement, il s'engage comme **élu local** en 1995 dans le Sud-Yvelines et devient maire de Rambouillet de 2004 à 2007. Il a été président de la communauté d'agglomération de Rambouillet territoires de 2009 à 2016. Il est auditeur de la session nationale 2007-2008 de l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice (INHESJ).

Il est **président du Parti Chrétien-Démocrate (PCD)** depuis le 16 novembre 2013, après en avoir été le vice-président.

Député de 2007 à 2010 puis de 2012 à 2017, il est élu par ses pairs Vice-Président de la commission des lois de l'Assemblée nationale en 2013, il s'empare des sujets régaliens : justice, sécurité, prisons. Il est notamment chargé du contrôle parlementaire de l'application de l'état d'urgence. Très actif sur les questions de société, **il est le fer de lance de l'opposition parlementaire sur la loi Taubira dite du mariage pour tous, dont il demande l'abrogation sans condition ni aménagement**.

Auteur du livre « *Personne ne doit mourir seul* » paru en mars 2015 (Editions universitaires), il est opposé à toute forme d'euthanasie et **milite pour le développement des soins palliatifs.**

Dénonçant le laïcisme militant qui confond neutralité religieuse de l'Etat et neutralité de la société, le PCD qu'il préside alors, lance en novembre 2015 une pétition pour le maintien des crèches de Noël dans l'espace public qui recueille près de 150 000 signatures.

Fort de son expérience concrète et active dans le monde du travail et de l'entreprise, il deviendra un parlementaire reconnu comme l'un des plus en pointe sur les questions économiques, de droit social et du droit du travail. Ce qui lui vaudra, entre autres, d'être désigné par le groupe UMP comme « orateur principal » porteur des positions de ses pairs pour l'ensemble des discussions lors des débats à l'Assemblée Nationale sur les textes de ce qui deviendra la Loi Macron. C'est alors l'occasion pour lui d'avoir une vraie tribune pour expliquer son rejet de toute vision « marchandisée » de la société.

Opposé au futur traité de libre-échange transatlantique, **soucieux de la souveraineté de la France** et de la préservation de ses filières d'excellence, il crée un groupe de travail parlementaire sur le sujet et rencontre les principaux négociateurs du traité. Il demande à ce que les Parlements nationaux soient associés à la négociation.

Opposé à une Europe supranationale et sans âme, il réclame **la primauté du droit national sur le droit européen.**

Engagé contre le terrorisme, il obtient la création et la présidence d'une mission d'information parlementaire, avec les prérogatives d'une commission d'enquête, sur les moyens de Daech, dont le rapport a été publié à l'été 2016 (Editions des Équateurs).

Inquiet du sort réservé aux chrétiens d'Orient et convaincu, dès 2012, de l'urgence de répondre aux crises qui ébranlent le Moyen Orient aux conséquences directes pour la France et pour l'Europe, il entame une série de déplacements : Syrie, Liban, Irak, Egypte, Libye, Maroc. A chaque déplacement, sa démarche est simple : **rencontrer les personnes sur place plutôt que de commenter le bruit médiatique**, afin de coopérer sur les questions essentielles – contrôle des flux migratoires, renseignement, formation des imams. Il est le premier à dénoncer les errements de la politique française en Syrie et ses conséquences désastreuses pour la paix du monde, sujet qu'il a développé dans son livre sorti en juin 2016, « *Notre sang vaut moins cher que leur pétrole – La France à l'épreuve du Proche-Orient* » (Editions du Rocher).

Bien avant les attentats, **il dénonce les dégâts du multiculturalisme pour la France et l'Europe**. Il affirme que la question de l'islam ne sera pas résolue dans une société fondée uniquement sur les droits individuels illimités mais au contraire par la réappropriation de notre référence chrétienne. Dans cette logique, il publie en 2018 un livre-choc, « *L'islam à la conquête de l'Occident - La stratégie dévoilée* » aux éditions du Rocher.

En tant que président du PCD, **il se présente à la primaire de la droite en 2016**. A l'issue de cette élection, prenant acte du fait que les thèmes qu'il a portés pendant cette campagne ont été en partie repris par le vainqueur (famille, respect de la souveraineté, référence chrétienne, politique étrangère rééquilibrée), il le sollicite pour qu'il s'engage plus précisément sur certains points de son projet. La réponse de François Fillon constituant une base permettant de travailler conjointement et en complémentarité, il choisit de le soutenir en vue de la présidentielle 2017 et il rejoint son comité politique.

Il aura été **un des rares responsables politiques de droite à ne pas appeler à voter Emmanuel Macron** au second tour de la Présidentielle de 2017, ce dont il dit *« se réjouir matin, midi et soir quand on voit l'accélération de la dérive que connaît notre pays depuis cette élection* ».

C'est alors sur une approche transversale d'alliances respectueuse des sensibilités et appartenances différentes qu'il travaille. Rencontrant nombre de responsables politiques, il appelle à l'élaboration d'**un programme commun de la droite destiné à construire une proposition alternative au Macronisme** qu'il n'aura eu de cesse de dénoncer sur le tryptique « Multiculturalisme – Mondialisme – Ultralibéralisme ».

Malgré l'échec apparent de l'initiative de **la plateforme de rassemblement** des « Amoureux de la France » créée en septembre 2017 **conjointement par Véronique Besse, Nicolas Dupont-Aignan, Emmanuelle Ménard et lui,** il reste profondément convaincu que son intuition est la bonne. C'est ainsi qu'il déclare samedi 6 avril 2019 sur le plateau de TV Libertés : « ***Je livrerais de toute façon, comme je le dis depuis le début, la bataille du programme commun de la droite****, cette démarche partagée de la rédaction d'un document*

de redressement de la France. Je livrerais ce combat, quoi qu'il arrive, ***que ce soit sur le plan politique ou sur le plan intellectuel, sans doute sur ces deux plans*** ».

En septembre 2019, Jean-Frédéric Poisson participe comme orateur à la Convention de la droite organisée par le magazine L'Incorrect et le Cercle Audace.

Très en pointe sur les thématiques bioéthiques, il est l'un des rares hommes politiques à apporter son **soutien au combat contre le projet de loi de révision bioéthique contenant notamment l'ouverture à la PMA sans Père** et de multiples dérives sociétales. Le PCD est le seul parti politique national à appeler officiellement à manifester contre ce projet de loi dans les rues parisiennes. Il participe aux deux grandes manifestations nationales « Marchons enfants » des 6 octobre 2019 et 19 janvier 2020.
En 2019 et 2020, **de nombreuses personnalités rejoignent Jean-Frédéric Poisson**, notamment des conseillers régionaux ou d'anciens parlementaires européens comme Joëlle Bergeron et Paul-Marie Coûteaux ou encore Patrick Mignon, ancien vice-président de Debout la France.

Aux élections municipales 2020, Jean-Frédéric Poisson lance avec le PCD des participations à des listes de coalition et d'alliances dans de très nombreuses villes, dans l'objectif prioritaire de lutter contre l'implantation du macronisme au niveau local comme au niveau national.

Face aux attaques répétées du Gouvernement et d'Emmanuel Macron contre les libertés des Français, Jean-Frédéric Poisson s'oppose à plusieurs projets liberticides. **Il dénonce la restriction dangereuse de nos libertés**, notamment celle d'expression (loi Avia), la liberté de culte, et défend la protection de notre vie privée (application StopCovid et loi sur le fichage des données).

C'est ainsi qu'à l'annonce du Gouvernement de maintenir l'interdiction absolue des célébrations cultuelles malgré le déconfinement engagé à partir du 11 mai 2020, le Parti Chrétien-Démocrate et Jean-Frédéric Poisson déposent un référé-liberté pour contester la légalité de cette décision du Gouvernement. Quelques jours plus tard et après une longue audience des requérants et du Ministère de l'Intérieur, **le Conseil d'Etat donne raison aux fondements juridiques que Jean-Frédéric Poisson avait défendus, et contraint le Gouvernement à lever l'interdiction des célébrations cultuelles.** Cette victoire au service d'une liberté fondamentale des Français a été suivie d'une grande médiatisation !

A l'été 2020, **il co-fonde et lance avec Paul-Marie Coûteaux une nouvelle revue « Le Nouveau Conservateur »** dans laquelle de très nombreuses personnalités s'expriment : Philippe de Villiers, Emmanuelle Ménard, Eric Zemmour, Marion Maréchal, Thierry Mariani, Valérie Boyer, Ivan Rioufol…

Dans une interview accordée à Valeurs Actuelles, diffusée dans l'édition du 15 juillet 2020, il déclare **à propos de la présidentielle de 2022** : « *(…) La droite doit se consacrer à cette mutation intellectuelle : le temps n'est plus où la personne du chef suffit à rassembler. Il est nécessaire de travailler sur un projet commun fédérateur et de trouver quelqu'un capable de le porter et de l'incarner. Je fais très clairement partie de ces gens-là. (…)* ***Je serai candidat*** ».

Le 3 octobre 2020, lors de sa convention nationale, les adhérents du Parti Chrétien-Démocrate réélisent Jean-Frédéric Poisson à la tête du parti et votent pour le changement de nom en **VIA | la voie du peuple**.

Le 14 octobre de cette même année, il publie **La Voix du Peuple** (Editions du Rocher) dans lequel il propose une réforme institutionnelle qui a pour ambition de rendre au peuple français le pouvoir qui lui revient et lui faire confiance.

Durant toute l'année 2021, avec VIA | la voie du peuple, il n'a de cesse de **lutter contre les dispositions liberticides mises en place par le Gouvernement de Monsieur Macron dans la gestion de la crise du COVID**. Le 29 octobre, le Conseil d'Etat lui donne raison et condamne l'Etat à rétablir les autotests pour les personnes qui souhaitent obtenir un passe sanitaire. Début décembre, il dépose un référé suspension auprès du Conseil d'Etat contre le décret raccourcissant la durée de validité des tests de 72 à 24 heures.

Le 22 septembre 2021, lors d'un interview accordé à Sud Radio, Jean-Frédéric Poisson se dit prêt à effacer sa candidature et à s'engager à soutenir Eric Zemmour s'il prend en compte, dans son projet présidentiel, la dimension de la fragilité humaine et de l'entraide, et s'il s'engage à rassembler les forces vives de la droite dans le respect des sensibilités et des appartenances.

Le 18 novembre, il devient Président **d'Amitié Politique**, cercle de réfléxion et de diffusion de la pensée conservatrice.

Suite à la declaration de candidature d'Eric Zemmour, le 2 décembre, il **s'engage aux côtes du candidat à la présidentielle et intègre son conseil politique.** A la tribune du meeting de lancement de campagne **à Villepinte, le 5 décembre 2021, il prononce un discours où il appelle à une prise en compte de la fragilité et de la pauvreté** qui touchent beaucoup de nos compatriotes.

À l'occasion des élections législatives, VIA présente une trentaine de candidats au sein de la coalition formée autour de Reconquête ! avec Le Mouvement Conservateur et le Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP). En septembre, il signe avec Reconquête!, Le Mouvement Conservateur et le CNIP un accord politique et électoral afin de concrétiser leur volonté de rassembler les forces des conservateurs qui ne peuvent peser qu'unies.

En mars 2023, alors que le débat sur la légalisation de l'euthanasie bat son plein et que la Convention Citoyenne sur la fin de vie n'a pas encore rendu ses conclusions, **il publie *Soins Palliatifs, la vraie alternative à l'euthanasie*** aux Editions Mame **et entame une tournée de conférences sur tout le territoire.**

En juillet 2023, **il intègre le Conseil d'Administration de l'ECPM** (**European Christian Political Movement**), parti européen fédérant les partis nationaux d'inspiration chrétienne sociale. Cette nomination représente pour VIA | la voie du peuple l'opportunité de s'ancrer en Europe, en amont des élections européennes de 2024.

Le 18 novembre 2023, à l'occasion de la Convention Nationale, Jean-Frédéric Poisson est réélu par les adhérents Président de VIA, mandat d'une durée de trois années.

En mars 2024, Jean-Frédéric Poisson et Florian Philippot des Patriotes concluent un accord de coalition dans le cadre des élections européennes afin de faire entrer les souverainistes au Parlement européen. Jean-Frédéric Poisson occupera la 3ème place de la liste ***l'Europe, ca suffit*** qui entend défendre des idées fortes et claires : l'indépendance et la souveraineté de la France par la sortie de l'Union européenne, la Paix en Europe et dans le monde, la défense de nos libertés individuelles comme collectives et la préservation de notre modèle social. Vingt cinq cadres et adhérents de VIA | la voie du peuple figureront sur cette liste.

Le 1er juin, **il participe à Genève (Suisse) à l'Appel Mondial pour la Liberté organisé à l'occasion de la 77ème assemblée mondiale de la Santé.** Plus de 50 intervenants, dont Jean-Frédéric Poisson, sont intervenus à la tribune lors de cette grande manifestation, pour alerter sur la généralisation et l'intensification des mesures liberticides provoquées par le projet de Traité des Pandémies.

A l'occasion des Jeux Olympiques de Paris de juin 2024, il dépose, au nom de VIA | la voie du peuple, un nouveau **référé devant le Conseil d'Etat contre les atteintes graves aux libertés fondamentales**, notamment le QR Code Jeux Olympiques dont le fichage constitue une atteinte sans précédent à la vie privée.

A l'initiative de plusieurs partis politiques souverainistes (Solidarité et Progrès, Debout la France, UNC, Mouvement politique Citoyen, les Patriotes et VIA | la voie du peuple), il signe, en novembre 2024, **une lettre ouverte à Emmanuel Macron pour un appel à une politique française pour la Paix en Ukraine**.

En décembre 2024, sur proposition du bureau politique, il sollicite les adhérents pour valider le changement de nom de VIA | la voie du peuple qui **devient VIA | PARTI CHRÉTIEN-DÉMOCRATE affirmant ainsi explicitement l'enracinement chrétien, et confirmant le parti comme l'unique formation politique française qui affiche et assume pleinement de promouvoir avec cohérence un projet politique fondé sur la pensée sociale chrétienne, qui met l'Homme au cœur de tout projet, qui protège la vie à toutes ses étapes, qui promeut le mariage et la famille.**

En mars 2025, il dirige un **ouvrage collectif « OMS : l'overdose. Pour que la France s'en sorte, faut-il en sortir ? » pour dénoncer les dérives de l'OMS et lancer un débat sur le maintien ou non de la France dans l'OMS**. Composé de contribution de plusieurs experts, juristes, professionnels de santé, il aborde des thématiques telles que la souveraineté des Etats, le contrôle démographique et les nouvelles normes imposées aux nations.

Dès le mois d'avril 2025, et jusqu'à aujourd'hui, VIA | PCD s'engage pleinement dans la mobilisation contre la loi dite « Aide à Mourir ». Le mouvement participe activement à l'ensemble des initiatives visant à s'opposer à ce projet de loi. Plus de 100 000 tracts sont distribués sur tout le territoire. Sept vidéos destinées à mettre en lumière ce qu'il considère comme les arguments trompeurs du texte sont réalisées. Neuf animations vidéo (qui ont déjà dépassé les 100 000 vues) sont également réalisées, permettant de toucher un public souvent éloigné des débats politiques traditionnels. Dans le même temps, son président, parcourt une trentaine de départements pour donner des conférences consacrées aux soins palliatifs et à l'analyse des enjeux soulevés par cette réforme. Il mène le même combat dans les médias où ses interventions sont très sollicitées.

En février 2026, il publie un ouvrage intitulé « **Pauvreté, l'urgence française. Les politiques échouent, changeons de cap !** » Ce livret constitue un appel à regarder lucidement une réalité que la société tend trop souvent à banaliser. Il y rappelle que la pauvreté ne se réduit pas à une question de statistiques ou de dispositifs publics, mais qu'elle représente avant tout une épreuve humaine, une atteinte à la dignité et une fracture profonde de la cohésion nationale. À travers cet essai, il plaide pour un changement de méthode autant que de regard : ne plus se contenter de gérer la pauvreté, mais chercher à la réduire réellement ; ne plus parler des pauvres, mais agir avec eux. Il y affirme enfin une conviction centrale : une société se juge à la manière dont elle traite les plus fragiles.

En **mars 2026, VIA participe aux élections municipales** en présentant des candidats sur l'ensemble du territoire français, poursuivant ainsi son engagement politique au plus près des réalités locales.

En avril 2026, il publie « **La dictature du bien »** (Éditions du Verbe Haut), un essai politique qui analyse l'évolution contemporaine des démocraties occidentales. Il y décrit un glissement progressif vers ce qu'il qualifie de « démocrature », un régime dans lequel la liberté demeure proclamée mais où les comportements, les opinions et les choix individuels sont de plus en plus encadrés. Selon lui, cette transformation ne procède ni d'un coup d'État ni d'une rupture brutale avec l'État de droit, mais s'installe progressivement, au nom du bien, de la sécurité ou de la protection des citoyens.

EN BREF

Fonctions à l'Assemblée nationale :

- Vice-Président de la Commission des Lois (à partir de octobre 2013)
- Membre du Bureau du Groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale
- Membre fondateur de l'Entente parlementaire pour la famille
- Président de la mission d'informations sur les moyens de Daech
- Rapporteur de la loi sur l'état d'urgence
- Président des journées parlementaires sur la santé au travail
- Président du groupe à vocation internationale France-Soudan du Sud
- Vice-Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances » (dite Loi Macron)
- Vice-Président du groupe d'étude « Prison et conditions carcérales »
- Vice-Président du groupe d'étude « Prévention et lutte contre la toxicomanie »
- Vice-Président du groupe d'étude à vocation internationale France – Saint-Siège
- Vice-Président du Groupe d'amitié France-Jordanie
- Membre de l'Observatoire national du suicide (à partir de 2013)
- Secrétaire national LR en charge des questions d'emploi (de 2002 à 2004, puis de 2009 à 2014)

Publications :

Ouvrages

- La dictature du bien, 2026 (Editions du Verbe Haut)
- Pauvreté, l'urgence française. Les politiques échouent, changeons de cap, 2026 (Editions VIA | PARTI CHRÉTIEN-DÉMOCRATE)
- OMS : l'overdose. Pour que la France s'en sorte, faut-il en sortir. Ouvrage collectif, 2025 (Editions VIA | PARTI CHRÉTIEN-DÉMOCRATE)
- Libertés en danger ! Recueils de tribunes pour la défense des libertés fondamentales, 2023 (Editions VIA | PARTI CHRÉTIEN-DÉMOCRATE)
- Soins palliatifs, la vraie alternative à l'euthanasie, 2023 (Editions Mame)
- La Macronie et l'islamisme, 5 ans de lâcheté, 2022 (Les Editions de Paris)
- La Voix du Peuple, 2020 (Editions du Rocher)
- L'Islam à la conquête de l'Occident, 2018 (Editions du Rocher)
- Notre sang vaut moins cher que leur pétrole – la France à l'épreuve du Proche-Orient, 2016 (Editions du Rocher)
- Personne ne doit mourir seul, 2015 (Éditions universitaires)
- Bioéthique : l'homme contre l'Homme ?, 2007 (Presse de la Renaissance)
- La dignité humaine, 2005 (Études hospitalières)

- Bioéthique, éthique et humanisme, thèse de doctorat en philosophie, 2001 (Etudes hospitalières)
- Le mythe bioéthique (ouvrage collectif), 2000 (Editions Bassano)

Rapports parlementaires

- Rapport « Mission d'information de l'Assemblée Nationale sur les moyens de Daech », juillet 2016 (Editions des Équateurs)
- Rapport « Construire des parcours de progression sociale pour et avec les jeunes », décembre 2013 (Assemblée nationale)
- Rapporteur de la mission des groupes UMP et NC sur « la souffrance au travail », décembre 2009 (Documentation française)
- La négociation collective et les branches professionnelles, rapport au Premier ministre, 2009 (Documentation française)
- Rapport « Faciliter le maintien et la création d'emplois », mai 2009 (Documentation française)
- Rapport sur « la négociation collective et les branches professionnelles », avril 2009 (Documentation française)
- Rapport de la mission sur la lutte contre les violations de sépultures « Du respect des morts à la mort du respect ? », décembre 2008 (Documentation française)
- Rapport « Prévenir et compenser la pénibilité au travail », juin 2008 (Documentation française)
- Rapport sur le projet de loi « Rénovation de la démocratie sociale et temps de travail », juin 2008 (Documentation française)